

Une culture de la sécurité sauve des vies

Dr Jukka Takala

Imaginez un jour les titres de vos journaux: «Deux millions de morts, 270 millions de blessés et 160 millions de malades!» Un bilan terrible qui dépasserait largement celui de bien des désastres naturels et de bien des tragédies causées par l'homme, qui font trop souvent la une de l'actualité. Ces chiffres sont pourtant bien réels, mais ils sont entourés d'un mur du silence ou d'ignorance. Pire, l'hécatombe qu'ils évoquent pourrait être évitée et les coûts financiers énormes qui y sont associés aussi, si seulement les mesures de préventions étaient respectées. Ces chiffres, ce sont ceux des décès, des lésions et des maladies liés au travail enregistrés chaque année de par le monde. En moyenne, plus de 5.000 personnes meurent chaque jour d'accidents de travail et de maladies professionnelles, soit un décès toutes les quinze secondes, et des centaines de milliers d'autres travailleurs sont blessés ou contractent une maladie sur leurs lieux de travail. L'Organisation internationale du Travail (OIT), seule agence tripartite des Nations Unies (y sont représentés, outre les gouvernements, les organisations patronales et syndicales de 175 Etats), estime que quatre pour cent du produit intérieur brut mondial, soit plus de mille milliards de dollars, sont perdus chaque année en raison de ces accidents de travail et maladies professionnelles.

Depuis plus d'une décennie, le 28 avril est le jour où le mouvement syndical international commémore les travailleurs qui sont morts, ont été blessés ou sont tombés malades au travail. C'est pour soutenir cette initiative que l'OIT a choisi le 28 avril comme Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail, une journée consacrée à attirer l'attention des gouvernements, syndicats et organisations d'employeurs du monde entier sur un programme commun centré sur des mesures préventives qui réduiront les souffrances.

Les accidents de travail ou les maladies professionnelles ne se «produisent» pas. Ils sont «provoqués». Par exemple, le cancer – qui est la cause du tiers des décès liés au travail – peut être provoqué par l'amiante, qui fait chaque année plus de 100.000 morts, ou par d'autres poussières et substances chimiques cancérigènes ainsi que par les rayonnements ionisants. Les maladies circulatoires, qui engendrent près du quart des décès liés au travail, comptent parmi leurs causes le stress, certains types de produits chimiques et le tabagisme passif sur le lieu de travail. D'autres grandes causes de décès liés au travail, comme les accidents et maladies contagieuses, ont des origines distinctes. Mais le point commun est que, dans la majorité des cas, les morts et les souffrances qu'occasionnent les accidents et les maladies liés au travail pourraient être évitées. Dans un nombre croissant d'endroits, les travailleurs, employeurs et gouvernements prouvent à travers la coopération et le dialogue qu'il est possible de créer des lieux de travail plus sûrs et plus sains, tout en améliorant la productivité et les résultats financiers. C'est ce qui peut ressortir de la promotion d'une «culture de la sécurité et de la santé» au travail, qui est le thème central de la journée mondiale cette année.

La culture de la sécurité nécessite trois engagements essentiels: un engagement de la part des entreprises de mettre en place des programmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail, un engagement de participation de la part des travailleurs eux-mêmes et, en cette ère de mondialisation économique, un engagement à créer un cadre mondial afin que les initiatives locales au sujet de la santé et sécurité ne soient pas entravées par de fausses préoccupations de compétitivité. Ces engagements trouvent leurs origines dans l'expérience qu'a accumulée l'OIT en travaillant avec ses partenaires (gouvernements, syndicats et organisations d'employeurs) au sujet de la santé et sécurité au travail. Il est clair que les entreprises qui ont un programme dans ce domaine, un programme élaboré en respectant les

principes directeurs de l'OIT, ont de meilleurs résultats en termes de sécurité mais aussi de productivité. Les dirigeants d'entreprise modernes savent que la voix des travailleurs constitue une excellente source pour l'amélioration de la sécurité, de la productivité et de la compétitivité. Et les statistiques montrent qu'une représentation syndicale forte et efficace conduit à des lieux de travail plus sûrs. Là où prévaut le dialogue social, le nombre d'accidents diminue. Les normes élevées de sécurité en vigueur en Suède sont, par exemple, le résultat direct de politiques à long terme quant à l'implication des travailleurs et d'un système tripartite qui fonctionne bien. La sécurité est, de toute évidence, bonne pour les affaires et à mesure que chacun en prendra conscience, l'espoir grandira de voir la communauté internationale réaliser des progrès dans la réduction du taux quotidien de décès, lésions et maladies liés au travail

Aujourd'hui, les entreprises éprouvent un besoin croissant de convaincre le public de leurs efforts en matière de respect de l'environnement ou des droits sociaux. Une place est de plus en plus consacrée dans les rapport annuels aux questions de santé et sécurité au travail, à l'impact de leurs activités sur l'environnement et au respect des normes internationales du travail, telle la liberté syndicale. Et si les congés de maladie sont considérés depuis longtemps comme des coûts importants pour les entreprises, il existe aussi de plus en plus de preuves qu'une bonne gestion de la santé et de la sécurité au travail a un impact positif sur les résultats économiques. Le même raisonnement vaut pour les pays de plus en plus exposés à la concurrence dans l'économie mondiale. On affirme parfois que des normes élevées de santé et de sécurité peuvent réduire la «compétitivité» des entreprises ou que les pays pauvres ne pourraient pas «se les permettre». Nous savons maintenant que cet argument ne résiste pas à l'analyse. Des études menées récemment par le Forum économique mondial et le «Lausanne Institute of Management» en se référant aux données de l'OIT ont prouvé que les pays les plus compétitifs sont aussi ceux qui offrent les conditions de travail les plus sûres. Compétitivité et sécurité au travail vont donc de pair.

L'an dernier, lors de la commémoration du 28 avril, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a dit que «la sécurité et la santé des travailleurs font partie intégrante de la sécurité des êtres humains... un travail sûr ne constitue pas seulement une politique économique sage, il s'agit aussi d'un droit humain». A l'occasion de cette Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail, consacrons de nouveaux efforts à la promotion d'un travail sûr partout dans le monde.

Le Dr Jukka Takala est le directeur du programme SafeWork du Bureau international du travail à Genève. Plus de renseignements concernant la Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail peuvent être obtenus sur le site Internet www.ilo.org/safework/safeday